

## « LE BORINAGE ET LOUIS BERTRAND »

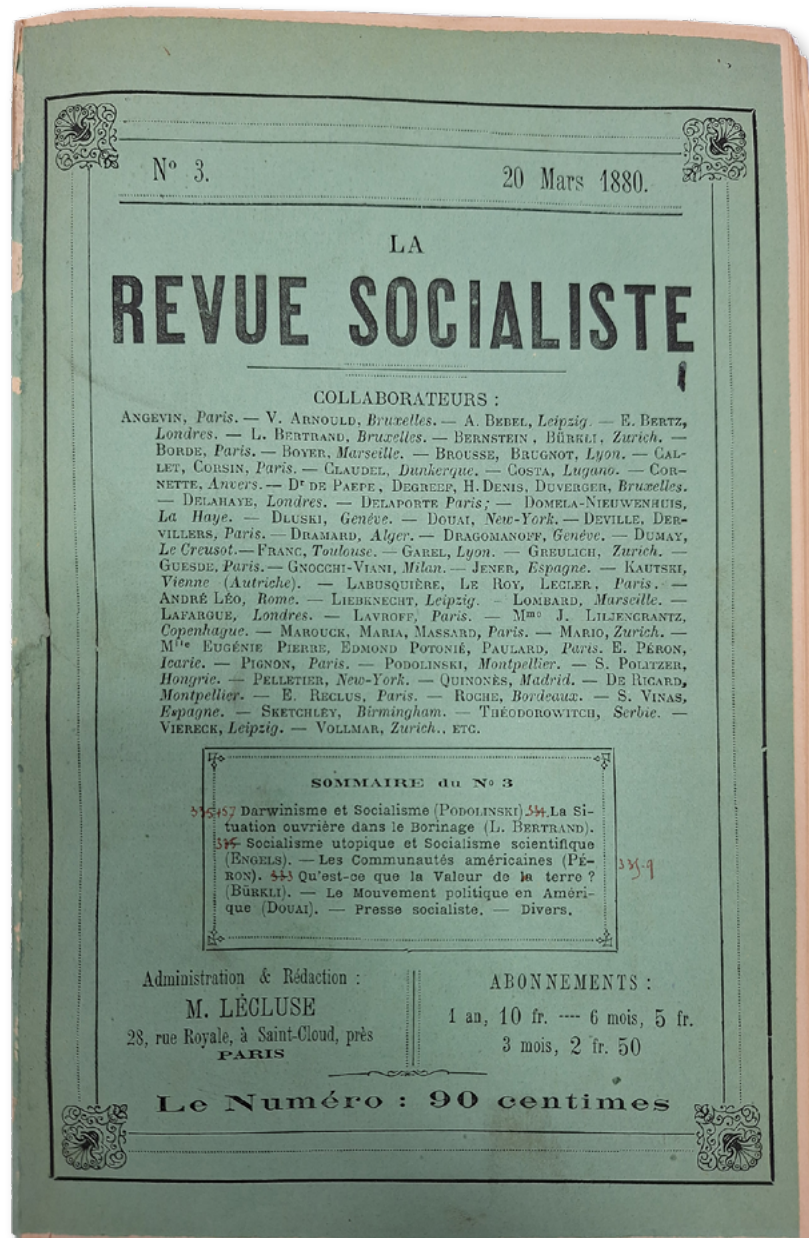
par Jean Puissant

À l'occasion de la conférence donnée par le SAICOM à Frameries le 17 avril 2024, je me suis rendu compte de l'importance capitale des catastrophes successives qui avaient frappé le puits n° 2, « la sinistre fosse », de l'Agrappe à Frameries en 1875 et 1879 dans l'évolution qui allait conduire la grande majorité des mineurs borains à rallier le Parti Ouvrier Belge (POB-1885) et sa revendication phare du Suffrage Universel. Mais aussi à conduire cette commune à être dirigée dès 1896, par une majorité, majoritairement (*sic*) socialiste, maintenue jusqu'en 2024, pendant 128 ans donc, mais une majorité absolue depuis 1921 seulement.



« La catastrophe de Frameries – Explosion de feu grisou – 250 mineurs engloutis », dessin signé par D. Lancelot et W. Measom, extrait de *La Presse illustrée* du 27 avril 1879, p. 5.

Bien sûr, cela ne m'avait pas échappé dans ma thèse (1974<sup>1</sup>), mais sans doute énoncé dans un *continuum*, parmi d'autres faits, sans être mis en exergue. Conférence (élément circonstanciel) et événement politique contemporain (élément structurel), invitent à repreciser cette histoire particulière et à mettre en lumière l'article fondateur de Louis Bertrand, « *La situation des ouvriers houilleurs au Borinage* » publié par la *Revue Socialiste* de Paris (périodique fondé par Benoit Malon) en mars 1880 que nous reproduisons ci-dessous.



Couverture de la Revue socialiste du 20 mars 1880.

1. PUISSANT Jean, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Académie Royale de Belgique, Bruxelles, 1993, réimpression avec postface, étude prolongée jusqu'en 1940 de la thèse défendue en juin 1974.

## La politisation des mouvements sociaux

La grève, ou « tenage bon », comme on l'appelait dans la région, fait partie des relations de travail dans les mines depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. La reprise de nombreux charbonnages borains en défaut de paiement ou en manque de capitaux par la holding de la Société Générale dans les années 1830 et sa volonté de normaliser et uniformiser les relations de travail suscitent l'intensification, la multiplication et la généralisation des arrêts de travail dans le bassin (1836-1868) en dehors de toute organisation ou de toute intervention extérieure. Mais en 1868-1870, les Internationalistes bruxellois (membres de la section belge de l'Association Internationale des Travailleurs – AIT – fondée à Londres en 1864), prennent conscience de la situation des ouvriers de la grande industrie en Wallonie, des mineurs en particulier. De premiers meetings sont organisés avec des orateurs bruxellois et de premières organisations, qui adhèrent à l'AIT, sont créées<sup>3</sup>.

Elles réunissent en 1869, quelques milliers d'ouvriers, dont 340 à 480 « Framersous », une grosse section donc, qui dès que les dissensions apparaissent au sein de l'AIT, proclame prudemment son indépendance. Les Bruxellois plaident en faveur de l'organisation, avant tout mouvement social, mais prennent la défense des ouvriers qui ont entamé une grève importante pour l'augmentation de leurs salaires. Le mouvement est réprimé, les dirigeants bruxellois sont arrêtés comme de nombreux grévistes, les sièges des organisations perquisitionnés, des documents saisis. La répression est un succès : la grève s'arrête. Mais les emprisonnés sont libérés.

Les magistrats avaient oublié (*sic*), que le délit de coalition (articles 415-416 du code pénal) avait disparu du nouveau code pénal de 1867 et qu'il n'y avait donc plus matière à poursuite. Il y eût néanmoins des condamnations en vertu du nouvel article 310 du code pénal, qui répriment des délits accompagnant la grève (dégradations, coups et blessures...).

Le mal est fait ; les organisations disparaissent (sauf à Jemappes-Cuesmes), les documents saisis moisissent dans les combles du palais de justice de Mons.

Mais le contact a eu lieu avec les militants « pré-socialistes » de Bruxelles. Aussi l'émotion est grande à Bruxelles lors de la catastrophe du 16 décembre 1875, plus encore à la suite de celle du 17 avril 1879 à Frameries. Elles ont provoqué la mort de 233 mineurs ainsi que de nombreux blessés, suscité des grèves spontanées, provoqué la misère au sein de nombreuses familles. Louis Bertrand\*<sup>4</sup> (1856-1943) est alerté dès décembre 1875 par Fidèle Cornet\* (1851-1929), mécanicien du bassin du Centre, secrétaire de « l'Union des métiers », membre de « l'Internationale » sur « le triste sort des mineurs borains » après la catastrophe. Au sein du milieu social-démocrate en formation, il est évident qu'il faut renouer avec les mineurs au nombre de 90 000 en Wallonie à l'époque. Louis Bertrand lance une bouée à la mer, une brochure « Aux ouvriers mineurs » (mars 1878) où après avoir dénoncé leur condition déplorable, il lance un nouvel appel à l'organisation<sup>5</sup>. « Devant les souffrances qui sont votre lot, faites voir que vous êtes à même de les tempérer. Ne faites plus de grèves de misère !... Organisez-vous. Marchez main dans la main avec vos frères de labeur et préparez le chemin qui doit conduire l'humanité au bien être par le travail ».



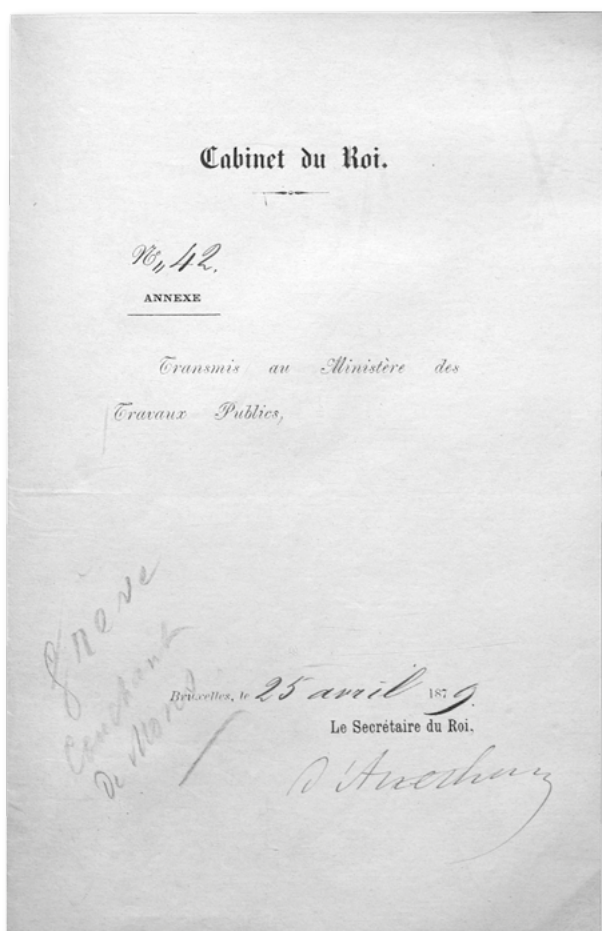
Femme de mineur borain qui s'occupe des enfants pendant qu'elle fait la lessive, photo de Guillaume Jacquemyns, 1939, collection Saicom.

2. JOURET Alain, « Un symptôme de la prolétarisation des mineurs borains avant 1830 : Les grèves dites "tenages bons" » dans *RBHC-BNTG*, XIX, 3-4, 1988, p. 655-695.

3. *La Tribune du Peuple* (Bruxelles), organe des internationalistes depuis 1865, César De Paepe en particulier a bien reçu des correspondances alarmantes sur la situation des mineurs borains. Voir PUISSANT J., « La "Société Nouvelle" et les Colinsiens montois (1864-1906) », dans *Mons et le Hainaut, terre d'idées, d'inventions et de cultures*, colloque de la Société des Sciences, des Arts et des Lettres 27-28 mars 2015, Mémoires et publications de la SSAHL, vol. 108, Mons 2015.

4. Les noms suivis d'un \* figurent d'ores et déjà sur le site du Maitron : <https://maitron.fr/>

5. BERTRAND Louis, *Aux mineurs belges*, Bruxelles, mars 1878, chez l'auteur (L. B. était ouvrier marbrier, secrétaire de la Chambre de travail de Bruxelles). La brochure est imprimée chez Désiré Brismée, principal imprimeur démocrate et socialiste à Bruxelles, dirigeant de ce qui reste de l'AIT à l'époque.



Lettre des charbonniers du Charbonnage du Levant du Flénu, datée du 25 avril 1879, adressée au Cabinet du Roi et transmise au Ministère des Travaux publics, AGR, A\_1018001 à A\_1018003.

Selon les sources judiciaires, c'est bien la « Chambre du Travail » qui rétablit le contact avec Frameries à la suite de la catastrophe de décembre 1875 par l'intermédiaire d'un menuisier, militant internationaliste et syndical, Georges Paterson né à Schaerbeek en 1842. Il se rend à plusieurs reprises dans la cité martyre. Notamment le 16 avril 1876, avec un ouvrier peintre Ferdinand Mahieu, pour y distribuer les (maigres) 220 francs/or solidaires collectés lors de séances de l'association. Il est pris à partie par une centaine de mineurs, devant le siège de l'Agrappe, qui réclament les milliers de francs promis aux victimes. À la séance suivante, Gustave Bazin\*, bijoutier français, communard réfugié à Bruxelles, véritable dirigeant de la Chambre du Travail, assure que la presse, dont le *Journal de Mons*, confirme que les dons récoltés pour les victimes n'ont pas encore été distribués. Louis Bertrand, alors âgé de 22 ans, ouvrier marbrier, est secrétaire de la « Chambre du travail » de Bruxelles qui réunit plusieurs syndicats de la capitale.

Il fréquente les milieux sociaux-démocrates à Gand et défend alors un « Trade-Unionisme » à la Britannique, à savoir le développement d'un vaste mouvement strictement syndical qui s'étende à l'ensemble du pays.

C'est peu après cette époque qu'est créé le Parti Ouvrier Socialiste Belge (POSB) qui réunit Gantois et Bruxellois (1879). Bertrand explique avoir visité le Borinage après la catastrophe, en avril 1878 selon lui dans ses « Mémoires d'un meneur socialiste », confond-il avec 1879 ?

Mais c'est bien en mars 1878 que paraît sa brochure, très documentée, qui ne témoigne pas précisément d'une connaissance pratique personnelle du Borinage. En revanche, il est présent dans la région le 30 mars 1879. À un meeting à Jemappes, avec deux compagnons où il réitère le message de sa brochure. « Tous trois ouvriers marbriers à Bruxelles » selon le procureur du roi à Mons dans une missive à l'administrateur de la Sûreté à Bruxelles<sup>6</sup>.

Ils cherchent à ressusciter des organisations disparues ou dormantes dans la région. « Aucun des discours n'a fait appel à la violence » conclut le procureur. La terrible catastrophe du 17 avril suscite, comme chaque fois, avec une intense émotion, une grève dans l'ensemble du bassin.

6. En fait, il s'agit de Louis Bertrand (1856), Ferdinand Monnier (1854), confiseur, Guillaume Bartholomeus (1850), bijoutier ou Gustave Bartholomey (1836), lithographe, qui aurait travaillé à Jemappes, tous bruxellois, mais aussi de Wéry, mineur d'Elouges. JOURET Alain, « Un symptôme de la prolétarisation des mineurs borains avant 1830 : Les grèves dites "tenages bons" » dans RBHC-BNTG, XIX, 3-4, 1988, p. 655-695.

pc  
Sire

16776  
17  
579  
28

Les Charboniers du levant flénu prene tous  
La respectueuses liberté de s'agenoulier à vos pieds comme  
Des enfants au pieds d'un Père afin d'implorer votre  
Clémence ainsi que votre haute Otorité,  
Je vous dirait Sire,

Que nous sommes mis en grève pour cause de misère  
car il nous est tout a fait impossible Sire

de pouvoir vivre en famille avec un gain de 10, 11,  
12 frs au plus la semaine et encor veut on nous mettre  
une réduction. Voila pourquoi Sire

Nous implorons votre Pitié enfin de nous protéger a se  
triste fléau ou Messieurs les exploitteurs nous  
mettre car c'est déjà pénible assez Sire

Quand il faut aller a sept cents mètres sous  
la terres pour gagner sa vie ou la mort et  
Le pérille nous attend de minute en minute. Les char  
bonniers de la Société se cachent apres demand

Sire,

Les charboniers du levant flénu prene tous la respectueuses liberté de s'agenoulier à vos pieds  
comme des enfants au pieds d'un père afin d'implorer votre clémence ainsi que votre haute  
otorité.

Je vous dirait Sire, que nous sommes mis en grève pour cause de misère car il nous et tout a fait  
impossible Sire de pouvoir vivre en famille avec un gain de 10, 11, 12 frs au plus la semaine et encor  
veut on vous mettre une réduction. Voila pourquoi Sire.

Nous implorons votre pitié enfin de nous protéger a se triste fléau ou Messieurs les exploitteurs  
nous mettre car c'est déjà pénible assez Sire quand il faut aller a sept cents mètres sous la terres  
pour gagner sa vie ou la mort et le pérille nous attend de minute en minute.

le renvoi de Monsieur Bautier sous directeur car  
misérables nous concidire vraiment comme des criminelles  
au bagne et les ouvrier de produit demande a se que  
la réduction de salaire nue pas lieu en espérant

Sire  
Que votre Cœur compatissant ne rejettera

pas notre demande au Néant au nom  
du ciel Sire, protégez nous  
Salut et respects Les Charbonniers  
Du Levant Flénu

Les charbonnier de la Société de cache après demande le renvoi de Monsieur Bautier sous directeur car ce misérable nous concidire vraiment comme des criminelles au bagne et les ouvrier de produit demande a se que la réduction du salaire nue pas lieu en espérant Sire que votre cœur compatissant ne rejettera pas notre demande au néant au nom du ciel Sire protégez nous.

Salut et respects.

Les charbonnier du Levant Flénu

10063  
- 10051  
C. B. E. P. B.

11

## A Messieurs les Président et Membres de la Chambre des Représentants

MESSIEURS,

La catastrophe qui vient de répandre le deuil et la désolation dans le Borinage, nous force à élever la voix et à vous soumettre, par la voie du pétitionnement, les griefs que la classe ouvrière tout entière est en droit d'articuler.

Nous soumettons donc, Messieurs, à votre appréciation, les propositions suivantes :

1° Nous demandons qu'une enquête sévère soit faite pour rechercher les causes de la catastrophe de Frameries ;

2° Nous demandons que, pour éviter à l'avenir de semblables malheurs, il soit institué des commissions de surveillance des travaux des mines, composées mi-partie d'ouvriers nommés par les intéressés, mi-partie d'ingénieurs ; que ces commissions soient permanentes et que les frais d'organisation, ainsi que les émoluments de leurs membres, soient supportés par l'Etat, la Province et les Communes y intéressées ;

3° Enfin, nous appuyons les propositions qui vous ont été faites l'année dernière, par M. PAUL JANSON, concernant l'organisation des Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs.

Espérant, Messieurs, que notre demande sera prise en considération, nous vous prions d'accepter nos salutations respectueuses.

*H. Swinnen*

*Socialiste*

*Anvers, 26 avril, 1879*

Impr. Belg. Maréchal, à Bruxelles

H. SWINNEN  
\* ANVERS \*

Pétition, datée du 26 avril 1879, de la Chambre du Travail adressée à la Chambre des Représentants, AGR, A\_905001.

Le 26 avril, « la Chambre du travail » remet une pétition à la Chambre, signée par 38 personnes dont Louis Bertrand, qui demande « une enquête sévère » sur les causes de la catastrophe, la création de « commissions de surveillance des travaux », composées par moitié d'ouvriers, la prise en considération de la proposition du député libéral progressiste de Bruxelles Paul Janson\*, concernant l'organisation des Caisses de prévoyance. Ce dernier avec son *alter ego* Léon Defuisseaux, député libéral progressiste de Mons appuient la création de cette commission à la Chambre. Bertrand réédite sa brochure avec un complément sur « les accidents dans les mines » (avril 1879). La catastrophe anime les discussions plusieurs semaines dans les réunions des groupes syndicaux, rationalistes et politiques de la capitale. Fin novembre, l'agitation reprend, les mineurs du Levant du Flénu à Cuesmes se mettent en grève. Le POSB à Bruxelles, après en avoir délibéré, délègue trois des siens à Frameries où ils tiennent deux meetings le dimanche 30 novembre. Louis Bertrand, Edouard Anseele et Léon Monniez<sup>7</sup> y lancent un appel qui sera placardé dans le bassin sous forme d'affiche (Frameries, 4 décembre 1879). Il faut que vous patientiez et que vous vous organisiez.

*« Compagnons borains !*

*« La misère qui vous oppresse actuellement a porté quelques-uns d'entre vous à croire qu'il serait urgent, en ce moment, de vous mettre en grève et d'exiger une augmentation de salaire.*

*« Une réunion générale du Parti socialiste belge a examiné à fond la situation, c'est pourquoi nous venons vous conseiller de patienter encore quelque temps.*

*« Compagnons Borains !*

*« Continuez à vous unir, à vous organiser. Vos frères des autres bassins s'organisent également, et le jour n'est pas éloigné où, ensemble, vous pourrez faire vos conditions en étant sûrs d'avance de réussir.*

*Donc, patience, et à bientôt !*

*« Les délégués du Parti socialiste,*

*« E. Anseele, L. Bertrand, L. Monniez*

*« Frameries, le 4 décembre 1879. »<sup>8</sup>*

« Socialistes », et « Internationalistes », bientôt « Blanquistes » (socialistes révolutionnaires), « Anarchistes », toute les nuances « socialistes » existantes, se disputent alors l'attention des mineurs borains. La parole « socialiste » se transmet au travers de *La Voix de l'ouvrier* (mai 1878-1881, 1884-1885), hebdomadaire fondé, dirigé et rédigé en large mesure par Bertrand, diffusé par un jeune de Frameries, conquis à la cause, ce qui entraîne sa rupture avec son oncle commerçant, bon catholique, qui l'emploie. Cité pour la première fois, le 30 décembre 1879, « le colporteur » de *La Voix de l'Ouvrier* a pris la parole à un meeting à Pâturages et a engagé les mineurs à poursuivre la grève, selon le bourgmestre de Pâturages. Il s'agit de Désiré Maroille\* (1862-1919). Issu d'une famille de mineurs à Frameries, il est orphelin à l'âge de deux ans ; son père, niveleur, a été victime d'un accident de travail en 1865 dans un charbonnage de Quaregnon. À 11 ans (1874), il gagne le charbonnage, devient marqueur avant d'être employé par son oncle, commerçant, jusqu'à leur rupture en raison de ses engagements politiques. On peut imaginer qu'il a été douloureusement touché par la catastrophe du 17 avril 1879, qu'il a été sensible aux discours des militants accourus dans la région et qu'il a rencontré Bertrand, mais aussi Anseele au plus tard le 30 novembre et est devenu vendeur de *La Voix de l'Ouvrier*, mais bientôt aussi échetier local de l'hebdomadaire. Il adhère ainsi à la social-démocratie naissante. Mais c'est en 1885 que son rôle apparaît au grand jour dans la grève de février-mars qui concerne l'ensemble du bassin, aux côtés d'Elysée Fauvieu de Wasmes, qu'il remplace comme principal dirigeant après l'arrestation de ce dernier.

7. Edouard Anseele (1856), alors typographe, est le leader socialiste gantois qui créera l'année suivante la boulangerie coopérative du « Vooruit ». Léon Monniez est un jeune étudiant montois, secrétaire de la Fédération boraine en formation.

8. Texte de l'affiche reproduit depuis l'ouvrage de Bertrand Louis, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, Dechenne et Cie, 1907, p. 328-329.



## La victoire de la social-démocratie dans le Borinage

Maroille représente « L'Union ouvrière » de Frameries (1880) au congrès ouvrier ayant lieu au Cygne sur la Grand-Place de Bruxelles qui décide la création du POB (5-6 avril 1885). Il y déclare: « Votre secours nous a été des plus nécessaires, aussi les ouvriers mineurs ont-ils juré une amitié constante à leurs frères... », et émet le vœu de voir des délégués se rendre au Borinage pour aider les mineurs à s'organiser<sup>9</sup>. Maroille adresse des correspondances boraines à *La Voix de l'ouvrier*, comme il le fera ensuite au *Peuple*, il est un des principaux orateurs de meetings avec Elysée Fauvieu et Fabien Gérard, ancien de l'Internationale (Wihéries). Désiré Maroille est présent au premier congrès du POB à Anvers (15 août 1885). Il figure sur la photographie qui illustre la circonstance, juste derrière Edouard Anseele.

L'exemple du « Vooruit » inspire manifestement les militants borains. Maroille et 34 compagnons, mineurs pour la plupart, jettent les bases le 22 septembre 1885 de la boulangerie coopérative de Frameries « Union-Progrès-Économie », la première de la région, qui progressivement fait son nid. Maroille la dirige, en devient l'administrateur rémunéré en 1887. En 1896, elle compte 2 000 adhérents. Il fonde et dirige également le syndicat des mineurs qui s'autonomise de « l'Union ouvrière ». Il siège dans les directions régionales syndicales et politiques. Premier lieutenant d'Alfred Defuisseaux de 1886 à 1894 dans la région, il mène pourtant une politique et une pratique systématiquement à l'opposé de ce que défend l'avocat montois, à propos de la coopération, de la participation à la Commission d'enquête sur le Travail (1886-1887), de la participation aux élections communales (1887) et l'alliance avec les libéraux progressistes. Il est l'archétype du militant social-démocrate.

Les relations nouées avec Bertrand surtout, Anseele, souvent présent dans la région depuis 1880, Jean Volders\*, libéral progressiste rallié au POB, en 1885-86, ont définitivement influencé le positionnement politique et social de Maroille.

Ce dernier participe aux élections communales, comme candidat sur la liste libérale en 1890 et est élu conseiller communal. Elu député POB de Mons, avec ses colistiers, au premier tour en 1894, il est élu aux élections communales de 1895, à la tête d'une liste socialiste-libérale, il devient premier échevin (des finances), bourgmestre, faisant fonction, puisque la majorité catholique refuse de nommer des bourgmestres POB, explicitement « républicains » et dénoncés comme « révolutionnaires ». Formellement, il est donc inexact de dire que 2024 serait la fin de 128 ans de majorité absolue socialiste, mais c'est bien la fin d'un dirigeant socialiste à la tête de la commune depuis ce laps de temps.

Structurellement, les catastrophes de l'Agrappe ont jeté une lumière crue sur la condition des ouvriers mineurs, sur la commune de Frameries suscitant expression d'émotion et de charité dans le pays<sup>10</sup>, mais aussi de solidarité et de révolte de la part d'un noyau de futurs dirigeants sociaux-démocrates qui croisent la route d'un jeune orphelin de la mine. Ce dernier, dans la foulée de Defuisseaux qu'il a tellement admiré, a été tenté par la radicalité, mais a poursuivi sa voie d'une lente et systématique construction d'un mouvement social et politique qui lui a permis d'accéder à la direction de sa commune. Il a choisi « la Boulangerie, plutôt que la république ». Aucune autre commune boraine, entraînée pourtant dans un mouvement identique, n'a connu une telle stabilité sur le long terme, aucune autre en Wallonie, non plus.



Premier congrès du POB à Anvers, 15 et 16 août 1885. Derrière la table, au centre et de droite à gauche: Louis Bertrand, César De Paep et Edouard Anseele. Désiré Maroille se trouve juste derrière. Photo issue de la publication de Louis Bertrand, "Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830". Tome deuxième. Bruxelles, Dechenne et Cie, Paris, Edouard Cornély et Cie, 1907, p. 373.



Monument de Désiré Maroille à Frameries, collection privée, s.d.

9. Maroille fait référence aux 30 tonnes de pain envoyées pour soutenir les mineurs en grève. La gazette de Mons du 18 mars signale 10 000 pains (de 2 kg) envoyés par le « Vooruit » de Gand. « L'Union verrière » de Charleroi verse 2 000 francs, soit l'équivalent de 4 000 pains. Les « Unions de mineurs » de Jemappes, Pâturages et Wasmes, ainsi que la « Section socialiste » de Cuesmes sont également représentées au congrès d'avril 1885.

10. Voir aussi BAILLARGEON Camille, « 1879, la catastrophe de l'Agrappe: quand la peinture nous entraîne au cœur de l'histoire. Cinq tableaux redécouverts sur les événements terribles de la *Sinistre fosse* », dans *Annales du Cercle d'histoire et d'archéologie de Saint-Ghislain et de la région*, t. XII, 2017.

## Louis Bertrand et le Borinage en 1880

Choqué et indigné par la réalité qu'il découvre lors de ses déplacements dans le Borinage, comme il l'avait été par la situation des ouvriers textiles de Gand, qui diffère tellement de la situation des milieux d'ouvriers qualifiés auxquels il appartient et qu'il côtoie dans la capitale, Bertrand ne se contente pas d'une description réaliste de ses observations. Il construit un exposé documenté sur les conséquences sociales d'une exploitation des ressources minières régionales sur un mode capitaliste. En cela, il adopte les méthodes de son mentor intellectuel, César De Paepe, le « bon docteur », qui rappelons-le ici, a pu terminer ses études de médecine à l'ULB, grâce au soutien financier du notaire de Wasmès, Jules Brouez\*. De Paepe, lui-même a été formé par ses aînés à l'université, Hector Denis\* et Guillaume Degreeef\*, juristes mais précurseurs de la sociologie en Belgique. Il utilise donc les Enquêtes publiques, les données de l'Administration des mines, de la Caisse de prévoyance. Mais aussi des articles récents qui soulignent la misère et la détresse des mineurs en cette période de baisses de salaires, qui n'est pas encore partiellement compensée par la baisse des prix agricoles suscitée par les exportations des céréales américaines. Ce sont des textes, dénoncés comme « antisocialistes », « bourgeois » mais utilisés comme témoignages d'autant plus crédibles, dus à J. Scloneux, L. Rivelaine, pseudonymes de Julien Weiler, E. Dufrasne<sup>11</sup>.

Julien Weiler écrit après la grève de 1879, « ... Si vous aviez entendu toutes ces accusations mensongères, toutes ces revendications injustes, tous ces cris de haine et d'envie, vous auriez tremblé à l'idée de voir ces masses ignorantes et avides de jouissance se mettre en branle et vous vous seriez demandé, non sans effroi, quelle était la barrière qui pouvait les arrêter, quelle était la force qui pouvait les contenir ». Bertrand, pour sa part, a tendance à partager une approche moraliste, non pas pour y trouver une cause de la situation déplorable mais une conséquence. Lorsqu'il dénonce longuement le traitement réservé aux « filles de fosse », qu'il traite avec l'importance des naissances illégitimes en milieu ouvrier (hors mariage).

Qu'il y ait du harcèlement, des agressions sexuelles, des viols en raison de la présence de nombreuses jeunes filles dans les charbonnages, la situation contemporaine invite à le penser. Mais de là à imaginer le fonds de la mine comme un « lupanar », il y a un gouffre à ne pas franchir. Pas plus que la promiscuité domestique, cela relève plus du fantasme de « la bourgeoisie » qui s'indigne de cette promiscuité plutôt que remettre en cause les conditions qui impliquent le recours massif de la main-d'œuvre enfantine, des filles, dans les charbonnages, au Borinage en particulier. Les chiffres cités par Bertrand sont de ce point de vue sans appel.

Les critiques de Bertrand à l'égard des patrons charbonniers relèvent incontestablement de l'hostilité du « militant socialiste » à l'exploitation capitaliste qu'il dénonce longuement. D'autant plus que le propriétaire de l'Agrappe est le parisien Rothschild. L'antisémitisme socialiste affleure, qui sera confirmé dans le cas de Bertrand, quelques années plus tard à l'occasion du discours qu'il tient lors de l'inauguration de « la Maison du peuple » de Bruxelles dans l'ancienne principale synagogue de la ville.<sup>12</sup>



Quaregnon. Baraquements en bois et roulottes servant de logements pour les mineurs, photo Guillaume Jacquemyns, 1939, collection Saicom.

11. E. Dufrasne, « Quelques observations sur la situation des ouvriers dans le Borinage » dans Revue trimestrielle, t. XXXIV, p. 74-83 : <https://uurl.kbr.be/1758510> – J. Scloneux, « La grève de 1879 dans le Borinage » dans *Revue de Belgique*, t. XXXIV, 15 février 1880, p. 194-208 : [kbr.be - Universal Uniform Resource Locator](https://uurl.kbr.be/1758510) – « Le socialisme dans le Borinage » dans *Revue de Belgique* t. XXXIII, 1879, p. 287-300 : [kbr.be - Universal Uniform Resource Locator](https://uurl.kbr.be/1758510). Le pseudonyme Scloneux renvoie au traîneur de bac de charbon dans les travaux souterrains au Borinage. Julien Weiler (Liège 1844 - Ixelles 1902), ingénieur-mécanicien de l'école Polytechnique à Mons, ingénieur aux charbonnages de Mariemont-Bascoup (Warocqué) à Morlanwelz, gendre de Charles le Hardy de Beaulieu, professeur à Polytech, économiste libéral. Julien Weiler crée dès 1877, une Chambre d'explication ouverte aux ouvriers à Mariemont, puis le premier Conseil de conciliation et d'arbitrage du pays réunissant ouvriers et patrons au charbonnage de Mariemont en 1888. La création envisagée de ce Conseil a fait l'objet d'un meeting le 17 octobre 1886 dans le bassin du Centre, présidé par Fidèle Cornet ancien dirigeant Internationaliste dans la région, où interviennent Julien Weiler et Hector Denis, professeur à l'ULB.

12. Heureusement pour le POB, l'affaire Dreyfus a été, paradoxalement, l'occasion pour Emile Vandervelde et ses amis, de mettre définitivement fin à l'expression d'un antisémitisme anticapitaliste rampant au sein du POB, à quelques rares expressions près.

Enfin, Bertrand rappelle les principales revendications ouvrières qui accompagnent les mouvements de grève les plus importants. Certaines sont présentes depuis 1841 au moins : augmentation des salaires « plus en rapport avec leur dur labeur et les nécessités de la vie » ; participation à la direction des Caisses de prévoyance, à la surveillance de la sécurité dans les mines ; abrogation de toutes les dispositions encore en vigueur sur les grèves (à savoir l'article 310 du code pénal ; mais aussi le recours aux forces armées en dehors de toute violence).

Bertrand ajoute pour sa part : la création d'une fédération « des quatre bassins houillers » à savoir la Fédération des syndicats régionaux des quatre bassins, qui est à l'époque un vœu pieux, puisque les syndicats sont rares, et les régionales encore plus ; la solidarité internationale, voire subrepticement, l'idée de « l'exploitation des mines par l'Etat ». Enfin, Bertrand ne fait nul écho à la terrible remise en cause, à ce moment même, de l'influence naissante de la social-démocratie par les critiques de résidus de l'Internationale qui s'estiment spoliés de leur antériorité, mais surtout, par la vigoureuse pression d'une organisation « blanquiste » (socialiste révolutionnaire) qui rêve « le Grand Soir <sup>13</sup> ». L'influence de la social-démocratie ne se rétablira que lors de la grève de mars 1885 et surtout les pains du « Vooruit ». Du moins provisoirement puisque Defuisseaux remettra en cause l'attentisme prudent des Bertrand, Anseele, Volders...

Il n'empêche que la vigoureuse remise en cause « socialiste » du « capitalisme minier », et les propositions de réformes contenues dans ce texte, forment témoignage sur identité et réalités boraines et perspectives pour l'avenir dans une revue européenne. Et tout cela avec pour point de départ tragique, les catastrophes de l'Agrappe et les grèves qui s'en sont suivies, ainsi que les rencontres de jeunes hommes indignés. (29 ans pour Bertrand, Anseele et Volders, 23 pour Maroille).

### La Revue socialiste

*La Revue Socialiste* est créée par Benoît Malon en 1880. On est impressionné en première page par la liste des collaborateurs réels ou potentiels, réunis par Malon. Ils représentent les forces passées et à venir de toutes les tendances socialistes européennes de l'époque, à l'exception, sans doute de Marx et Engels auxquels Malon, alors plutôt « proudhonien », s'est vivement opposé pendant la période de l'Internationale. L'article de Bertrand paraît en mars 1880 dans le n° 3. La revue ne trouve pas son public et doit interrompre rapidement sa parution, mais elle reprend en 1885, dirigée par Malon jusqu'à sa mort et connaît ensuite une vigoureuse existence jusqu'en 2017.

### Notices biographiques

#### LOUIS BERTRAND

Louis Bertrand naît à Molenbeek-St-Jean, le 15 janvier 1856 et décède à Schaerbeek le 17 juin 1943. Il est le fils d'un ouvrier de Gobertange (les carrières de pierre blanche) et de la fille d'un paysan de Waterloo. Il poursuit de bonnes études primaires, mais commence à travailler comme vendeur de journaux pour aider sa famille (son père est malade) dès l'âge de 12 ans. Il devient ensuite apprenti tailleur de pierre puis ouvrier marbrier. Mais il poursuit des études du soir. Il y a le journal et des livres au logis familial. Le jeune Louis est influencé par un « logeur » de ses parents, compagnon de travail du père. Le Hutois Amour Flahaut a été syndicaliste à Paris et réorganise le syndicat des ouvriers marbriers à Bruxelles (>1871) où il entraîne Louis Bertrand. Ce dernier en devient le secrétaire, puis la cheville ouvrière de la « Chambre du travail » qui cherche à former une intersyndicale bruxelloise (1874). Il est également membre de l'AIT et rencontre les « socialistes » gantois, en particulier Edouard Anseele, son contemporain, dont il devient l'ami intime et adhère au « Parti Ouvrier Socialiste Belge » qui réunit Gantois et Bruxellois (1878). Il perd son travail en raison de ses engagements sociaux et politiques et devient bouquiniste, marchand de journaux, journaliste et publiciste (1879). C'est à ce moment qu'il rencontre le Borinage et la condition des mineurs, il a 22 ans. Louis Bertrand est un des principaux fondateurs du POB, puis du Peuple, quotidien de la démocratie militante en 1885.

En 1881, il participe à la fondation de la boulangerie coopérative de « la maison du Peuple », sur le modèle du « Vooruit » créé par son ami Anseele à Gand et devient l'un des principaux propagateurs de la coopération en Belgique. En 1894, il est l'un des premiers 28 « socialistes et démocrates », élus à la Chambre des députés pour l'arrondissement carrier de Soignies. Il est ensuite député de Bruxelles de 1900 à 1924. Auteur principal du programme de « Socialisme communal » du POB, élaboré depuis 1884, adopté à Quaregnon en 1894 en même temps que « la Charte ». Il est élu conseiller communal à Schaerbeek et devient échevin des finances dans un collège « anticlérical » : libéral, libéral progressiste et socialiste de 1896 à 1926. Artisan du développement et de la modernisation de la commune, il est également le fondateur et dirigeant de la première société de logement public en Belgique « le Foyer Schaerbeekois ». Fondateurs d'institutions sociales remarquables, homme politique actif, fait Ministre d'état en 1919, Louis Bertrand a surtout été un rédacteur prolifique dans les journaux qu'il a créés, qu'il a dirigés, il est également l'auteur de très nombreuses brochures et de nombreux ouvrages.

---

<sup>13</sup>. Marquant le lien entre communistes et anarchistes, le « Grand Soir » s'explique par les conditions de vie extrêmement précaires des ouvriers de l'époque. Il désigne ce moment à l'aube d'un jour nouveau qui renverserait non seulement le système capitaliste, mais aussi les normes sociales en vigueur.

## BENOIT MALON

Benoit Malon (Précieux, Loire, 1841 – Asnières, Seine, 1893), ouvrier teinturier, syndicaliste, publiciste, dirigeant de l'Internationale en France, communard, condamné à la déportation par contumace, est un des principaux socialistes européens. Ami de César De Paepe, le mentor de Bertrand, avec qui il correspond régulièrement. Bertrand qui a perdu son travail en 1879 (licencié), devient bouquiniste et vendeur de littérature militante. Il diffuse les écrits de Malon, comme *La Revue Socialiste*. À l'époque Malon est membre du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde (marxiste), mais se rapproche ensuite du médecin Paul Brousse et anime alors le courant « possibiliste » (réformiste) au sein du socialisme français. Mais sa revue restera au carrefour des divers courants du socialisme européen comme le démontre la liste des collaborateurs de la revue.

## DÉSIRÉ MAROILLE

Né dans une famille de mineurs catholiques, Maroille (Frameries, 1862 – Heer-Agimont, 1919) perd son père tué dans un accident de travail dans un charbonnage de Quaregnon à l'âge de 2 ans. Il travaille à 11 ans au charbonnage comme marqueur, puis travaille à 15 ans avec son oncle commerçant. Sa rupture avec lui en 1879-1880 est d'origine politique. Il devient vendeur de *La Voix de l'Ouvrier* fondé par Louis Bertrand et militant socialiste. Il dirige « l'Union ouvrière » de Frameries qu'il représente aux congrès de fondation du POB en avril et août 1885. Il fonde la boulangerie coopérative en septembre 1885, puis se rallie à la personne d'Alfred Defuisseaux, participe à la création et à la direction des nombreux organes de presse créés par ce dernier entre 1886 et 1894. Il soutient Defuisseaux exclu du POB en 1887, et est un des quatre dirigeants borains du Parti Socialiste Républicain. Arrêté le 9 décembre 1888, il est un des 27 accusés du Grand Complot, acquittés par la cour d'assises de Mons en mai 1889. Dès la prison, il plaide en faveur de l'unification des deux partis, et en août fait ré-adhérer « l'Union ouvrière » de Frameries au POB, bien avant la réunification officielle d'avril 1890 au congrès de Louvain. Le 27 septembre, il reçoit à Frameries en grande pompe, Bruxellois et Gantois lors d'une grande fête de réconciliation.

Au sein de la Fédération Socialiste Républicaine du Borinage, il marginalise Fauvieu, pourtant resté fidèle au POB en s'appuyant sur la forte fédération locale de Frameries, construite autour de la coopérative, dont il est administrateur depuis 1887. Il fonde, outre les autres organisations locales, le syndicat des mineurs en 1892, devient secrétaire de la Fédération régionale des mineurs, de la Fédération nationale des mineurs, où il crée et dirige *L'Ouvrier Mineur*. Il est partisan d'un syndicat à bases multiples (caisses de résistance, de secours mutuels de retraite...). Il siège au comité de l'Internationale des Mineurs à Londres. Élu député en 1894, il devient bourgmestre faisant fonction de Frameries en 1896. Organisateur de talent, rédacteur prolifique, plus que tribun populaire, archétype du dirigeant social-démocrate, malgré ses mandats nationaux et internationaux, Maroille reste partisan de l'autonomie locale contre les projets de centralisation. Il est l'incarnation parfaite du « socialisme dans un seul village ». Ses funérailles impressionnantes sont suivies notamment par une importante délégation gantoise, notamment une chorale. Le leader du « syndicat du bois » de Gand, Jan Lampens (1850-1922), ancien ébéniste, devenu député, lui-même favorable à la cause flamande, prend la parole au nom de la fédération gantoise du POB. Il souligne l'importance des liens qui unissaient Maroille à Gand, en particulier à la coopérative du Vooruit, alors même que Maroille était devenu wallingant sous l'influence de Louis Pierard.<sup>14</sup>

---

<sup>14</sup>. Pour les sentiments flamands à Gand et chez Lampens en particulier, pour les sentiments wallons au sein des milieux socialistes borains et particulièrement Désiré Maroille, voir Maarten Van Ginderachter, *Het rode vaderland, de vergeten geschiedenis van de communautaire spanningen in het Belgische socialisme voor WO1*, Lannoo-Amsab, Tielt-Gent, 2005.

## Bibliographie

- Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier en Belgique (DBMOB), en ligne [https://maitron.fr/?page=sommaire-corpus&id\\_rubrique=275](https://maitron.fr/?page=sommaire-corpus&id_rubrique=275)
- **VAN DEN DUNGEN PIERRE**, *La foi du marbrier, Louis Bertrand (1856-1943). Acteur et témoin de la naissance du Socialisme Belge*, Bruxelles, 2000.
- **PUISSANT JEAN**, « Louis Bertrand » dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s.)*, <https://maitron.fr/spip.php?article138873>
- **PUISSANT JEAN**, « Benoit Malon » dans *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s.)*, <https://maitron.fr/spip.php?article24871>
- **WOUTERS HUBERT**, « Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de eerste Internationale (1866-1880) », dans *CIHC-ICHG*, vol. II et III, Cahiers 60, Leuven-Louvain-Paris, 1971.
- **MAHIEU-HOYOIS FRANÇOISE**, « L'évolution du socialisme borain (1885-1895) », dans *CIHC-ICHG*, Cahier 68, Leuven-Louvain-Paris, 1972.

JEAN PUISSANT

*Mes remerciements aux Archives de l'Etat, pour la reproduction des documents originaux ci-dessus,  
à Joffrey Liénart de l'Institut Emile Vandervelde pour la copie de la Revue socialiste et à Anne-Marie De Bruyne  
pour l'aide apportée à la réalisation de ce dossier.*

Nous reproduisons ci-dessous le texte de Louis Bertrand « La Situation des ouvriers houilleurs au Borinage », extrait de la *Revue socialiste*, n° 3, Paris, 20 mars 1880. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5817421x/f21.item.r>

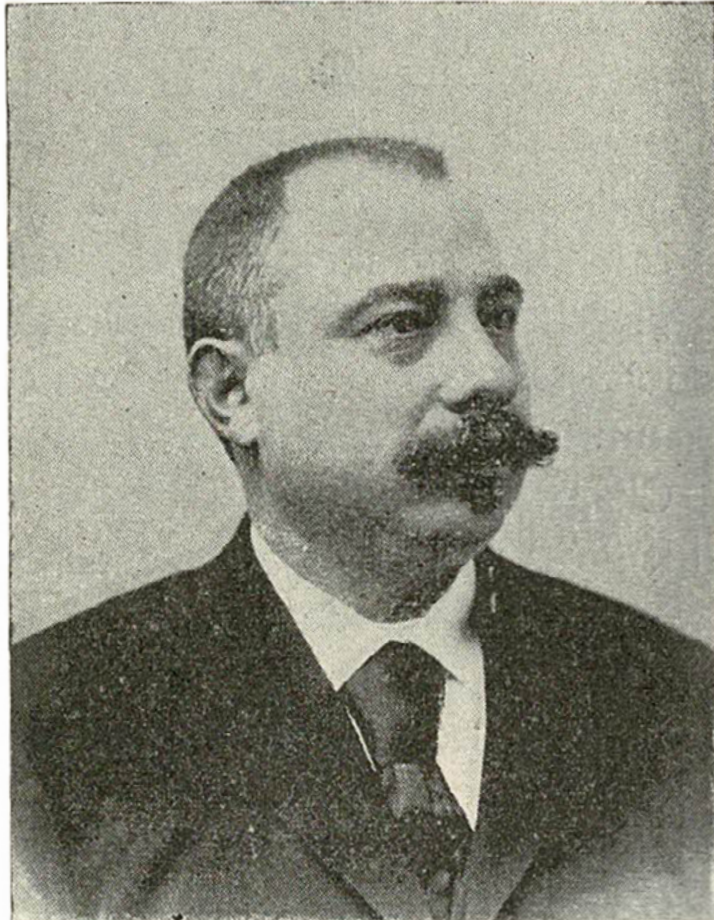


Photo Gêruset frères dans « La Chambre des Représentants en 1894-1895 »,  
Bruxelles, Société belge de librairie, 1896, p. 246.

---

## La Situation des Ouvriers houilleurs au Borinage

---

Il a été beaucoup question, récemment, dans la presse belge, du Borinage et de la nombreuse population ouvrière qui l'habite. La dernière grève, à laquelle plus de vingt mille houilleurs ont participé, a augmenté encore la curiosité publique; et le développement considérable que prend le mouvement socialiste parmi les Borains nous engage à faire un examen sérieux de la situation de cette classe de travailleurs.

Bien que le grand public ne connaisse que les reportages insignifiants et intéressés des journaux bourgeois ou les articles récents écrits beaucoup trop hâtivement pour la *Revue de Belgique* par MM. Scлонеux et Dufrasne, nous ne sommes pas les premiers à étudier cette situation. Le gouvernement belge, dans son *enquête sur la condition des ouvriers* publiée en 1846 et dans l'enquête de 1869 spécialement consacrée aux ouvriers houilleurs; les chambres de commerce et les ingénieurs des mines, qui chaque année publient des rapports sur la situation de l'industrie dans leur arrondissement, ont donné de nombreux, d'importants renseignements sur la condition des ouvriers borains.

Mais ces enquêtes, ces rapports sont sujet à caution. Le gouvernement, pour réunir les matériaux de ses publications officielles, s'adresse aux exploiters et aux ingénieurs des mines. Les rapports annuels des supérieurs et des chambres du commerce ont une origine non moins suspecte.

Ce n'est pas que nous criions à la mauvaise foi; mais il nous est bien permis de dire que la situation, vis-à-vis des barons de la houille, des personnes chargées des rapports et des enquêtes, nous permet d'être méfiants. Pourtant c'est d'après ces rapports surtout que nous avons écrit cet article. Il est inutile de dire que bien des sources d'investigations nous échappent : la société actuelle prend si peu de soin de l'homme ! Alors que tous les animaux, l'insecte le plus infime même, est l'objet des études du naturaliste, alors que les chimistes et les physiciens recherchent la composition des corps inanimés, les lois qui régissent les phénomènes auxquels ils donnent lieu, l'homme, ce « roi de la création » reste abandonné ! Etrange contre-sens : Nos pays civilisés comptent un grand nombre de sociétés protectrices des animaux et nulle part l'homme n'est protégé contre la tyrannie de ses maîtres, contre la mort par la faim !

Il faut étudier l'homme cependant, connaître les conditions de sa vie et l'étendue de ses besoins pour déterminer les remèdes qu'exige la situation qui lui est faite. C'est ce que nous allons essayer de faire pour une catégorie de trente mille travailleurs. Pussions-nous ap-

peler l'attention de tous sur les ouvriers du Borinage et inspirer à ceux-ci assez de conviction pour qu'ils s'unissent et travaillent à préparer à eux et à leurs enfants une existence meilleure!

I

Le bassin houillier du Borinage composé des communes de Cuesnes, Jemappes, Quaregnon, Wasme, Paturages, La Bouverie, Genly, Frameries, Doun, Elonges, Hornu, Eugies et Wiheries, comptait, au 31 décembre de l'année dernière, 28,879 ouvriers travaillant à l'exploitation des mines.

L'ouvrier houilleur, celui du Borinage surtout, est très-reconnais-sable. Autrefois, le travail des mines, en quelque sorte réservé à cer-taines familles, se continuait de père en fils; et quoique de nos jours il n'en soit plus de même, il s'est conservé un « type » de mineur très-répandu encore.

Si en traversant un centre houillier vous y rencontrez, marchant lourdement, un homme d'une taille inférieure à la moyenne, à la tête grosse, à la face large et sans expression, au visage pâle et bla-fard, maculé de tâches bleuâtres et noires, au corps trapu, aux jambes courtes et cambrées de façon que les pointes des pieds ré-gardent en dedans, aux genoux rapprochés, vous aurez devant les yeux le « houilleur. »

Le travail dangereux auquel il se livre dans des conditions ordi-nairement défavorables, ébranle toujours davantage sa constitution dont la faiblesse est pour lui un triste et unique héritage. L'anémie, les palpitations de cœur, les rhumatismes et surtout l'asthme sont les maladies les plus fréquentes du houilleur. A quaranté ans, il offre tous les signes de la vieillesse. — Chaque fois que nous nous trouvons en présence d'un groupe d'ouvriers borains, notre cœur se serre devant ces malheureux dont l'extérieur annonce l'esclavage aussi clai-rement que s'ils portaient un collier rivé au cou!

Les 28,879 ouvriers employés aux différents charbonnages du Bori-nage se répartissent comme suit :

Filles au-dessous de 14 ans. . . . .	1.451
Garçons — — . . . . .	2.136
Filles de 14 à 16 ans. . . . .	1.043
Garçons . . . . .	1.801
Femmes au-dessus de 16 ans. . . . .	2.503
Hommes — — . . . . .	19.945

Soit un total de. . . . . 28.879 ouvriers

dont 4,997 du sexe féminin et 23,882 du sexe masculin.

Près de quatre mille enfants travaillent donc dans les mines du Bori-nage. Les parents les envoient « à fosse » dès qu'ils ont atteint l'âge de dix ou onze ans. Ils pensent augmenter ainsi les minces revenus de la famille : les pauvres petits ne vont, en réalité, que faire concurrence au travail du père, en s'atrophiant le corps et l'intelligence.

Le nombre des femmes employées aux travaux de charbonnage est plus grand dans le Borinage (14 p. %) que dans les autres bassins houilliers du pays (10 p. %).



Quel résultat le travail des femmes dans les mines a-t-il sur la moralité? Est-il besoin de le dire, ces résultats sont déplorables. L'Académie de médecine de Belgique a fait une enquête sur cette question, malgré toutes les peines qu'elle a eu pour obtenir des renseignements; ceux-ci sont d'une gravité exceptionnelle. Il est vrai qu'il s'est trouvé des directeurs de charbonnages, des actionnaires et même des médecins pour contester les faits qu'avancait l'Académie. Mais malgré toutes les tentatives de réfutation, ces faits sont restés et resteront à la honte de l'exploitation bourgeoise.

La mauvaise situation matérielle des houilleurs se traduit par une mortalité plus grande que dans le reste de la population. Spécialement le travail des femmes dans les mines a pour conséquence d'augmenter, dans de fortes proportions, le nombre des enfants morts-nés et aussi le nombre de naissances illégitimes.

Les morts-nés forment, dans les centres charbonniers, les 57/1000 du chiffre des naissances; la proportion n'est que de 53 pour mille dans les autres parties du pays.

Les naissances illégitimes sont plus nombreuses dans les communes charbonnières que dans les grandes villes, et pourtant celles-ci ont le triste privilège d'attirer, au moment critique, bien des femmes débauchées au dehors. Sur 100 naissances on en compte 6 illégitimes dans les communes rurales, près de 7 dans les villes et plus de 8 dans les communes charbonnières.

La présence des deux sexes dans les travaux souterrains donne lieu, bien souvent, à des scènes répugnantes. Et, notons le, car ceci a pour nous une énorme importance, ce sont surtout les chefs, depuis les directeurs jusqu'aux contre-mâîtres et aux porions, qui donnent l'exemple de la dépravation. La pudeur, la décence, toutes les qualités de la femme se perdent vite hélas, dans la nuit des fosses; et bientôt, de la douce et innocente jeune fille il ne reste plus que la femelle!

Un ex-ingénieur rapporte une série de faits plus que scandaleux. Nous allons, pour l'édification de nos lecteurs, en citer un seul: « J'ai vu dans un charbonnage, dit cet ingénieur, un directeur courrir après une jeune fille de 15 ans, la renverser, lui déchirer le pantalon et se jeter sur elle. La jeune fille retournait au chargeage, et la scène se passait derrière la porte d'une voie inclinée. Cet homme aurait consommé son action honteuse si, me trouvant à proximité, je n'étais accouru aux cris de cette enfant! »...

Que de fois d'ailleurs, n'avons nous pas entendu dire nous-mêmes par les mineurs que les directeurs, sous-directeurs, ingénieurs, porions et marqueurs, sont autant de petits pachas toujours prêts à jeter le mouchoir aux plus belles ouvrières qu'ils ont sous leurs ordres? Et ces femmes, prises le plus souvent à l'âge de 14 à 15 ans, n'osent ou ne savent se refuser aux désirs lubriques de leurs chefs. Ceux-ci, d'ailleurs, peuvent les chasser sous un prétexte quelconque, chasser même leur père et leurs frères, si elles refusent de se livrer, de même qu'ils peuvent récompenser, par un travail plus facile et un salaire plus élevé, celles qui consentent à assouvir leurs appétits brutaux et qui apportent à cet abandon d'elles-mêmes le plus de grâce dont elles sont capables.

L'immoralité des ouvrières est donc déplorable, et toutes les dénégations possibles n'infirmes point cette conclusion. Ces dénégations viennent d'ailleurs de gens intéressés à les produire. « La femme travaille fort et à bon marché ! Périssent la morale plutôt que le dividende ! L'humanité n'est rien en regard du bénéfice. » Ainsi raisonnent messieurs les actionnaires.

La durée excessive du travail journalier imposé aux houilleurs le démontre encore. Elle est plus grande dans le Borinage que dans les autres bassins houilliers, et la commission médicale du Hainaut, s'en plaignait déjà en 1846 lors de l'enquête : « La trop grande durée du travail dans le Borinage, disait-elle, est l'abus le plus criant de tous. Elle est la même pour l'adulte que pour l'enfant, douze à quatorze heures en général... C'est passer trop de temps sous l'influence des causes qui nuisent à la santé; c'est enlever à l'enfant tout le temps nécessaire à son instruction! »

Actuellement la journée moyenne de travail peut être fixée à 12 heures. L'ouvrier descend dans la fosse vers trois ou quatre heures du matin pour ne remonter que vers trois ou quatre heures du soir. Pendant son travail il ne mange qu'un morceau de pain trempé dans une infusion de café ou plutôt de chicorée. « Doit-on s'étonner, après cela, s'écriait encore à ce propos la commission médicale, de voir nos borains sortir de la fosse comme les morts sortiraient du tombeau ! » Les ouvriers qui travaillent la nuit à conduire les terres, à couper les voies et à entretenir les fosses, descendent vers 5 ou 6 heures du soir pour remonter vers 3 ou 4 heures du matin.

Nous le disons hautement : ce n'est plus du travail, mais c'est un supplice. Être enterré dans la mine durant 12 heures et y prendre ses repas est au-dessus des forces humaines. Les pauvres mineurs ne voient le soleil que le dimanche... Et encore !

Toutes les conditions hygiéniques du travail des mines laissent d'ailleurs encore beaucoup à désirer. L'aérage est insignifiant, malgré les perfectionnements qui ont été successivement apportés au système ancien, et les cas d'asphyxie sont nombreux. La bonne construction des galeries est trop souvent négligée, et presque chaque semaine des accidents sont causés par les éboulements qui se produisent ou par les pierres qui se détachent et qui blessent l'ouvrier, quand ils ne le tuent pas.

Le *Grisou*, ce terrible ennemi du houilleur, fait des ravages considérables dans le Borinage. C'est le plus souvent par centaines qu'il veut ses victimes; et malgré les nombreux moyens dont la science dispose déjà pour conjurer ces épouvantables catastrophes, rien ou presque rien ne se fait (1).

Le 16 décembre 1875 et le 16 avril 1879, des explosions ont eu lieu dans la même fosse de l'*Agrappe* à Frameries. La première fois 120 ouvriers ont trouvé la mort au fond des puits; la seconde fois, le

---

(1) Voir à ce sujet notre brochure : *Les Accidents dans les mines*. Bruxelles. — 1879.

chiffre des victimes a été à peu près le même, à en croire les rapports officiels, mais plus nombreux d'après l'opinion publique.

Le nombre des pensions viagères payées chaque année par les caisses de prévoyance s'élève en moyenne à 2,169. Les pensions temporaires sont en urgence aussi, au nombre de 1,166, soit un total de 3,335 pensions.

Le détail des pensions viagères se résume comme suit : Il y a à secourir annuellement, en moyenne, 987 ouvriers mutilés et incapables de travailler; 1,053 veuves et vieux parents d'ouvriers tués, enfin 130 ouvriers âgés de plus de 70 ans.

Le chiffre des victimes ne pourrait-il être moindre? Evidemment. Mais pour cela il faudrait que les propriétaires des mines missent la vie et la santé des ouvriers au-dessus de leur soif de bénéfices. Les éboulements, les irruptions d'eaux, les mauvais aérages des fosses et les explosions de grisou ne sont pas sans remède : ces remèdes existent, il suffirait de quelques milliers de francs pour les appliquer.

Malheureusement, ces améliorations à apporter dans l'exploitation des mines, semblent à première vue, puisqu'elles exigent des dépenses, devoir diminuer les bénéfices de l'année courante, et encore une fois, les bénéfices vont avant le reste! Lorsqu'une catastrophe arrivera, les actionnaires feront annoncer dans les journaux qu'ils n'en peuvent mais, et qu'ils pourvoiront pendant longtemps aux besoins des familles des victimes; puis, quinze jours après l'accident, quand le public s'occupera d'autre chose, il ne sera plus question de soutenir les veuves et les orphelins des mineurs tués par l'incurie des exploitants bien plus que par le *grisou*. L'argent provenant de la charité publique sera même distribué de façon à susciter bien des critiques et le pouvoir reste muet.

Les enquêtes ordonnées au lendemain de l'accident ne se feront pas et les travaux continueront dans des conditions détestables jusqu'au jour où une nouvelle catastrophe viendra rappeler à tous qu'il existe en Belgique une classe nombreuse d'ouvriers que l'on exploite sans merci!

Que le lecteur ne croie pas que nous exagérons. S'il fallait prouver par des faits la désinvolture avec laquelle les maîtres agissent vis-à-vis des ouvriers, nous le pourrions aisément. Qu'il nous suffise d'en citer un qui à lui seul peint complètement la situation.

C'était au mois d'avril de l'année dernière. Une nouvelle explosion de *grisou* venait d'avoir lieu à la fosse de l'*Agtrappe*, sous Frameries. Des 150 ouvriers qui étaient descendus, on n'avait retiré qu'une douzaine de cadavres. Le surlendemain de la catastrophe, alors que quelques ouvriers respiraient encore au fond de la bure, le directeur fit passer au porion, avec lequel on avait pu se mettre en communication, un billet portant ces mots tristement éloquents : « *Les chevaux sont-ils encore vivants?* »

Les chevaux! Ah! C'est que ces chevaux se paient cher tandis qu'on a des ouvriers à vil prix!... Cette simple ligne, griffonnée sur un chiffon de papier, n'en dit-elle pas assez sur le caractère de l'exploitation dont les malheureux houilleurs du Borinage sont victimes, et serons-nous jamais assez sévères pour cette race d'exploiteurs qu'on appelle les propriétaires de charbonnage?

Arrivons maintenant aux questions de la production et des salaires.

La production de charbon s'élève en moyenne, par an et par ouvrier, à 134 tonnes de mille kilogrammes. Ce chiffre tend à augmenter. Ainsi, en 1870, chaque ouvrier ne produisait en moyenne que 131 tonnes tandis qu'en 1878 il en produit 137 (1).

Pour déterminer une moyenne des salaires la difficulté est grande. Les statistiques faites à ce sujet laissent beaucoup à désirer, car le taux moyen des salaires y est calculé de la façon suivante : on divise la somme totale dépensée en salaires, proprement dits, appointements des directeurs, des sous-directeurs, des ingénieurs, des employés et des porions, par le nombre d'hommes attachés à l'exploitation, et le résultat est présenté comme la moyenne du  *salaire*  !

Or, certains directeurs reçoivent des appointements de 50,000 fr. en moyenne et bien souvent après s'être retirés des travaux, une pension de 6, 8 ou 10,000 francs leur est accordée. D'autre part, le nombre des employés est considérable. Chaque exploitation ressemble à un petit ministère, le népotisme y règne franchement, et les directeurs trouvent toujours moyen de créer des sinécures pour leurs parents de tous degrés.

Ces réserves faites, voici, d'après les documents officiels, à combien se sont élevés depuis quelques années les salaires moyens :

1872	par an fr.	956,76	par journée de travail fr.	3,01
1873	—	1,165,92	—	3,61
1874	—	1,072,32	—	3,42
1875	—	1,085,53	—	3,44
1876	—	979,32	—	3,19
1877	—	787,00	—	2,54
1878	—	782,00	—	2,52

Nous ne possédons pas encore les renseignements pour l'année 1879 ; ils n'ont point été publiés jusqu'à ce jour, — mais nous pouvons affirmer que la baisse commencée en 1875, a continué encore, bien que la somme des tonnes de charbon ait augmenté.

Au sujet des salaires et de la crise industrielle, citons l'opinion — bouffonne entre toutes — d'un ingénieur en chef des mines : « Dans les années de prospérité, dit-il, les salaires n'augmentent pas proportionnellement à la valeur de la production ; par contre, dans les mauvaises années, ils ne diminuent pas non plus dans une aussi forte proportion que celle-ci :  *ce qui est à l'avantage de la classe ouvrière. »*

(1) On dira peut être que cette augmentation de la production est due au progrès de l'industrie, mais nous ferons remarquer que dans les autres bassins houilliers où le travail est aussi ingrat et la production par ouvrier plus grande le salaire n'a pas augmenté dans ces proportions. L'effet utile de l'ouvrier du  *fond*  au Borinage a été en 1869 de 156 tonneaux, 1870, 162; 1871, 158; 1872, 198; 1873, 169; 1874, 162; 1875, 152; 1876, 155; 1877, 156; et, 1878, 164.

Nous ne savons de quelle façon ce monsieur fait ses calculs. Dans tous les cas, nous croyons, nous, qu'en 1872-1873, alors que les actionnaires recevaient 50 pour 100 *au moins* de dividende et les ouvriers des salaires de 5 francs par jour, ceux-ci auraient eu tout avantage à recevoir 8 francs quitte à toucher quelques centimes de moins aujourd'hui.

Voici, d'ailleurs, pour l'ensemble des charbonnages belges, la part proportionnelle des salaires et des bénéfices, tous les autres frais étant déduits :

Année	Part proportionnelle		Année	Part proportionnelle	
	Salaires	Bénéfices		Salaires	Bénéfices
1867	80,2 0 0	19,8 0 0	1872	74,4 0 0	25,6 0 0
1868	87,7 —	12,3 —	1873	60,9 —	39,1 —
1869	90,3 —	9,7 —	1874	85,0 —	15,0 —
1870	86,5 —	13,4 —	1875	90,9 —	9,1 —
1871	85,0 —	15,0 —	1876	96,8 —	3,2 —

Ainsi, en 1873, 100 francs de charbons, tous frais déduits, rapportaient aux ouvriers, comme salaire, 60 fr. 90 c., et aux actionnaires comme bénéfice 39,10! Et parce qu'à présent — s'il faut en croire les documents écrasants des exploitants — le rapport est de 96.80 à 3.20 les ouvriers sont plus favorisés ! (1)

Poussons plus loin notre étude, et nous verrons que là même où les capitalistes prétendent faire de la philanthropie, ils ne font que pressurer davantage leurs esclaves.

Le travail des mines étant des plus pénibles, des plus dangereux, le gouvernement a institué une *Caisse de prévoyance* en faveur de cette catégorie d'ouvriers. C'est vers 1840 que ces caisses ont été créées. Elles sont placées sous la surveillance du gouvernement, lequel est représenté dans le conseil d'administration par l'ingénieur principal et le commissaire d'arrondissement. Les autres membres, au nombre de treize, sont élus par l'association des exploitants des mines, dont huit parmi les propriétaires et cinq parmi les porions et contre-maitres.

Le capital des Caisses de prévoyance est formé 1° par une retenue de 2 à 3 0|0 sur les salaires des ouvriers; 2° d'une cotisation égale des patrons et 3° d'un subside du gouvernement.

(1) La comparaison des salaires, des heures de travail et des moyens de subsistance des houilleurs d'aujourd'hui avec ceux d'il y a trois siècles, est des plus intéressantes.

Au dix-septième et au dix-huitième siècles, rapporte Hénau dans *La Houillerie de Liège*, la journée de travail du houilleur était de 6 heures, elle est de 12 aujourd'hui. Renier Malherbe, dans son *Histoire de la houille*, porte le salaire des houilleurs au dix-huitième siècle de 25 à 40 patauds. Le pataud vaudrait aujourd'hui 6 centimes. Si on compare le prix du froment aujourd'hui par rapport à celui du siècle dernier, on trouvera que le mineur du dix-huitième siècle pouvait, avec son salaire, s'acheter 35 à 55 hectol. de froment et 56 à 90 hect. de seigle. Aujourd'hui le houilleur peut se procurer 31 hectol. de froment et 46 hectol. de seigle.

Le chiffre d'affaires des Caisses de Prévoyance est assez élevé. Les tableaux ci-dessous le démontrent à l'évidence :

**Nature des recettes des Caisses de Prévoyance du Borinage**

ANNÉES	Retenues sur les salaires		Cotisation des exploitants		SUBVENTIONS			Intérêts des capitaux	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	fr.	c.	fr.	c.
1872. . .	216.929	21	216.929	21	12.720	2.352	06	62.425	74
1873. . .	279.391	72	279.391	72	12.769	2.308	18	65.647	08
1874. . .	238.553	39	238.553	39	12.172	2.116	88	72.939	30
1875. . .	236.035	63	236.035	63	11.582	2.081	»	81.253	92
1876. . .	206.201	78	206.201	78	11.372	2.059	»	81.134	58
Totaux .	1.177.161	73	1.177.161	73	60.615	10.817	12	363.400	62
Moyennes	235.432	35	235.432	35	12.123	2.163	42	72.680	12

**Nature des Dépenses**

ANNÉES	Pensions		Frais d'Administrations		Subsides aux Ecoles indust.
	fr.	c.	fr.	c.	fr.
1872. . . . .	416.483	55	11.124	63	6.000
1873. . . . .	427.013	94	12.069	36	6.000
1874. . . . .	427.701	11	13.353	52	6.000
1875. . . . .	425.134	48	15.194	63	6.000
1876. . . . .	442.957	20	15.622	90	6.000
Totaux. . . . .	2.139.290	28	67.365	04	30.000
Moyennes. . . . .	427.858	06	13.473	01	6.000

Le nombre des personnes secourues et le montant des pensions et secours accordés pendant les années 1872 à 1876, sont indiqués dans le tableau suivant :

**Nombre des personnes secourues et montant des pensions et secours**

ANNÉES	Nombre des personnes secourues	Montant des pensions	
	fr.	fr.	c.
1872 . . . . .	3.291	416.483	55
1873 . . . . .	3.330	427.013	94
1874 . . . . .	3.311	427.701	11
1875 . . . . .	3.355	425.134	48
1876 . . . . .	3.386	442.957	20
Totaux. . . . .	16.673	2.139.290	28
Moyennes. . . . .	3.335	427.858	06

Outre ces caisses communes et auxquelles presque toutes les sociétés charbonnières contribuent, chaque charbonnage a encore une caisse particulière de secours. Ici les patrons n'interviennent presque pas pour former l'encaisse ; mais il n'en ont pas moins la direction exclusive de la caisse de secours.

Maîtres absolus des deniers de l'ouvrier, ils ne rendent aucun compte. Chaque année ils doivent, il est vrai, adresser au ministre des travaux publics un exposé de la situation, seulement ces *exposés* sont faits comme certains bilans de sociétés financières, et des « tripot-

tages» se font continuellement. Plusieurs journaux ont parlé, récemment encore, d'une somme de près de cinquante mille francs qui était sortie de la caisse de secours pour entrer dans la caisse des exploitants, et notons que ce fait n'aurait point été révélé s'il ne s'était trouvé dans l'affaire deux ennemis politiques !

Des abus criants se commettent journellement. Les ouvriers qui ont besoin d'un secours sont mal reçus : des médecins, payés grassement de l'argent des houilleurs, refusent bien souvent de donner leurs soins à ceux-ci ou de délivrer un certificat d'incapacité de travail. Pourtant rien que pour les honoraires des médecins les caisses de secours du Borinage dépensent chaque année près de cent mille francs !

Aussi ne sont-ce que plaintes et récriminations de la part des ouvriers. Ils disent tout haut qu'ils sont volés, et aussi longtemps qu'ils ne prendront point part à la gestion de ces caisses de prévoyance et des caisses de secours, ils auront raison de se croire volés et de définir comme ils le font cette philanthropie intéressée.

Les décisions des maîtres sont sans recours. Les ouvriers qui se plaignent, soit à propos de salaires, de pensions ou de secours, ne peuvent le faire qu'aux Conseils des Prud'hommes de la localité. Mais comme le Conseil des Prud'hommes est composé des directeurs, ingénieurs, contre-maîtres, etc., je vous laisse à penser quel sort les y attend ?

Nous n'avons pas encore fini, malheureusement, avec les exploitants. Quelques sociétés charbonnières ont fait bâtir, toujours pour rendre service à leurs salariés, des maisons ouvrières. Ces maisons valent en moyenne, de 1.500 à 2.000 fr. Elles se louent de 12 à 18 fr. par mois, ce qui représente un intérêt de 10 pour cent environ. Vous voyez, cette philanthropie rapporte assez !

D'un autre côté un grand nombre de directeurs de charbonnages sont en même temps brasseurs, et dès qu'il y a dans leur commune ou dans la commune voisine une maison à vendre ou à louer, ils y installent un de leurs ouvriers et le chargent de débiter leurs bières. Le nombre des cabarets se développe ainsi d'une manière formidable dans le Borinage, on en compte un par 37 habitants. Les employés subalternes, suivant en cela l'exemple de leurs maîtres, montent, eux aussi, qui un commerce de bières, qui un commerce de farines, qui un commerce d'aunage, etc. Les ouvriers doivent aller s'approvisionner chez ces messieurs s'ils ne veulent s'exposer à être chassés du charbonnage. Il est vrai que plusieurs sociétés charbonnières défendent à leurs employés de faire du commerce, mais ces employés éludent la défense en mettant l'établissement sous le nom de leur femme, de leur fille, de leur sœur ou de toute autre personne.

Et l'on reproche à l'ouvrier houilleur de boire plus souvent qu'à sa soif ! Quoi d'étonnant à cela ! Le cabaret n'est-il pas obligatoire, que l'ouvrier ait de l'argent ou qu'il n'en ait point ? Les employés — cabaretiers — font volontiers crédit, et le jour de la paie ils retiennent le montant de la dépense sur le salaire de l'ouvrier. Que le travail

devienne rare et que le malheureux houilleur gagne à peine de quoi acheter du pain, il n'en devra pas moins aller au cabaret.

L'exploitation des ouvriers borains et des ouvriers houilleurs en général se fait, on le voit, sur une vaste échelle. C'est surtout dans l'industrie minière, en effet, dans cette industrie qui exige d'énormes capitaux que cette exploitation de l'homme par l'homme a pris un caractère redoutable, nous disons de l'homme par l'homme, nous nous trompons, il n'y a plus d'homme ici : il n'y a que des numéros ! numéros d'actions d'un côté, et numéros de lampes de l'autre !

L'ouvrier est mécontent et il n'a pas tort ; il a faim, sa femme et ses enfants aussi, tandis qu'on s'enrichit autour de lui. Il a faim... et autour de lui il voit s'élever des fortunes rapides dont l'origine échappe aux plus clairvoyants, mais qui n'ont d'autres sources que l'exploitation, encore l'exploitation, et toujours l'exploitation.

\*  
\*

Le jour pourtant commence à poindre. Déjà les plaintes des houilleurs se font entendre de tous. Des écrivains bourgeois, même parmi ceux qui prétendent combattre le socialisme, sont forcés d'avouer la situation misérable des mineurs. Un de ces écrivains, M. Seloneux, a publié le 15 novembre dernier dans la *Revue de Belgique*, très-répandue parmi le public belge et étranger, un article dont nous citons avec plaisir la page suivante :

C'est un spectacle navrant de passer au milieu d'un groupe de maisons d'ouvriers, petites et pauvres habitations adossées les unes aux autres et toutes semblablement disposées : au rez-de-chaussée, deux chambres ; au-dessus, le grenier. C'est dans la première chambre que se tient la famille : la mère en haillons, la figure noircie, les cheveux en désordre, surveille une soupe claire composée de quelques légumes, nageant dans une marmite enfumée pendue au-dessus du foyer ouvert. Sur ses bras elle tient un enfant de quelques mois, dont le petit visage jaune reflète la misère profonde du ménage. Sur le pavement sale traîne un autre enfant âgé de deux ans peut-être, à peine vêtu, couvert d'une chemise déchirée et noire, et des lambeaux d'une petite robe grasseuse qui a perdu toute couleur. Pendant deux ou trois ans encore il passera la journée à pétrir la boue du ruisseau ou à se rouler sur les tas de fumier avec d'autres enfants du même âge. Puis, on le lavera une fois par jour pour aller à l'école, où il restera jusqu'à douze ans. A cet âge, il descendra dans la houillère ; il ira ouvrir une porte, porter des lampes ou charger des pierres dans les charriots de la mine. Si c'est une fille, elle partira le matin avec une tranche de pain, pour aller péniblement ramasser les quelques morceaux de charbon *cliqués* sur le terril avec les pierres ; puis, on l'enverra à la ville, courbée sous le fardeau, pieds nus et à demi-nue ; elle devra vaguer de porte en porte, implorant la pitié des habitants, priant qu'ils lui achètent ce charbon qu'elle a ramassé morceau par morceau au milieu de la fumée des vapeurs sulfureuses du terril. Plus âgée, elle ira aussi travailler au fond ; puis elle aura un enfant et elle entrera en ménage, pauvre et misérable comme sa mère le fut. Quant au père de famille, il va de grand matin au travail ; il en sort pour entrer au cabaret, où il va boire sa tasse de café, c'est l'habitude dans le Borinage ; mais malheureusement il fait précéder cette tasse



de plusieurs petits verres d'alcool allongé, sorte de vitriol dilué, que l'on nomme encore genièvre. Quand il rentre chez lui, la mère verse la soupe qui est mesurée à chacun; puis, le souper fini, le père et la mère se couchent sur un grabat disposé dans un coin de la seconde chambre, et les enfants se fourrent péle-mêle sur un sac rempli de paille qui occupe l'autre coin. Voilà la vie que la plupart des familles d'ouvriers mènent actuellement dans le Borinage » (1).

Ce triste tableau est loin d'être exagéré.

« Ceux qui disent que M. Seloneux a dépeint d'une manière trop sombre l'intérieur d'une famille boraine — écrivait, le 15 janvier de cette année, dans la même *Revue* un autre adversaire du socialisme, M. E. Dufrasne — n'ont certainement visité ni les ruelles du Marais de Cuesmes, ni les bas-fonds du fort Mahon à Jemmapes, ni le quartier ouvrier de Flénu Monsville, ni les rues détournées de la Maladrée à Frameries et du Cul-du-Cheval à Paturages. C'est là qu'on trouve des habitations malpropres, malsaines, formées d'une seule chambre où tout un ménage végète dans la plus dégradante promiscuité, où tout sue la misère et le dénûment. Naguère encore on pouvait voir au centre d'un village industriel une maison formée d'une seule chambre étroite, sans plafond, et dont les quatre murs branlants étaient soutenus par quelques étais. Pour pavement, la terre nue; pour cheminée, les lézardes des murs et les trous du toit. Ce taudis s'est écroulé il y a quelques mois, et jusqu'au dernier jour il a été habité par une vieille femme, presque octogénaire, pauvre et misérable s'il en fût, sans famille, sans ressources. »

Et, pendant que cette misère affreuse règne dans le Borinage, messieurs les représentants du peuple belge s'amuse à des bagatelles ou prennent leurs vacances de carnaval !

## II

Devant l'insouciance du pouvoir, les ouvriers du Borinage ont compris qu'ils devaient défendre eux-mêmes leur cause.

La lutte des travailleurs borains contre les capitalistes, lutte qui se fait par les grèves et malheureusement aussi par les émeutes, date de longtemps. Bien avant l'abrogation de la loi sur les coalitions, des grèves nombreuses éclataient au Borinage, mais ces grèves, faites sans organisation, n'apportaient, on le comprend, aucune amélioration au sort des ouvriers. L'Internationale qui, durant plusieurs années, a été très-puissante en Belgique, grâce à l'idée grandiose qu'elle représentait et à la marche des affaires industrielles et commerciales pendant la période de 1865 à 1873, l'Internationale a, la première,

---

(1) Dans la *Revue de Belgique* du 15 février, M. Seloneux publie un nouvel article sur le Borinage. Cette fois l'ignorance et la mauvaise foi de ce monsieur ressort à chaque ligne. Il aura probablement voulu racheter quelques vérités trop dures de son article précédent en revenant sur cette question et en affirmant, d'après un budget fantaisiste, que l'ouvrier borain peut bien vivre et même faire des économies avec son salaire. Cet article est l'œuvre d'un fourbe ou d'un imbécile et des deux à la fois peut-être.

propagé les idées d'organisation et de solidarité des travailleurs dans le Borinage. Après avoir produit de remarquables résultats, cette organisation est tombée, et les ennemis du socialisme ont pu s'en réjouir à leur aise.

Les causes de cette chute sont nombreuses, mais il en est une cependant qu'il est bon de noter, car elle renferme en elle un grave enseignement : l'insouciance des travailleurs des mines eux-mêmes qui, gagnant des salaires assez élevés, crurent avoir tout gagné, abandonnèrent leur association et se trouvèrent désunis, impuissants au moment de la crise.

Les salaires ayant subi, à partir de 1875, une assez notable diminution, quelques grèves partielles éclatèrent. Echee complet, tel fut le résultat de toutes ces grèves de misère, faites sans organisation aucune. Mais le mécontentement grandissait avec la faim. Quelques hommes, dans chaque commune, se souvinrent peut-être alors de la période de propagande de 1869 à 1870. On demanda des conseils aux « *Frères de Bruxelles* » aux membres du parti socialiste belge, et ceux-ci ne faillirent point à leur devoir. Un événement dont nous avons déjà parlé, l'affreuse explosion de grisou du mois d'avril 1879 à Frameries électrisa tous les ouvriers du Borinage. C'est alors que les meetings recommencèrent et que, peu à peu, l'organisation des sections devint le mot d'ordre de tous les bons compagnons.

Quelques jours après la catastrophe de Frameries, une grève éclata au Borinage. La moitié des ouvriers y prirent part. Dans différentes communes les grévistes firent quelque tapage et la grande place de Cuesmes fut le théâtre d'une démonstration qui fit beaucoup de bruit. Le kiosque qui s'y trouve établi fut entouré de plusieurs milliers d'ouvriers qui arborèrent un énorme drapeau noir, le drapeau de la faim. Les riches de l'endroit eurent peur : ils distribuèrent du pain et des pommes de terre aux grévistes, et bientôt ceux-ci durent reprendre le travail sans avoir obtenu l'augmentation de salaire qu'ils demandaient.

\* \* \*

L'insuccès de cette grève fut le point de départ du mouvement. L'idée qu'on ne pouvait rien sans organisation s'ancre davantage dans les esprits. Toutes les communes du Borinage se réveillèrent. Un comité d'initiative se forma et grâce aux conférences et aux meetings le nombre des sections se multiplia rapidement. *La Voix de l'ouvrier* prit en main la cause des houilleurs et se vendit bientôt à un grand nombre d'exemplaires. C'est alors que les autorités communales, sur des ordres venant de haut lieu probablement, essayèrent de couper court à cette propagande.

Dans plusieurs villages les gardes-champêtres chargés de la police locale, confisquèrent des numéros de la *Voix de l'ouvrier* qui se trouvaient chez les cabaretiers. Notre vendeur fut, à plusieurs reprises, lâchement attaqué par des individus qui croyaient se donner ainsi des titres à la bienveillance du pouvoir. Les affiches annonçant les réunions socialistes furent déchirées pendant la nuit ; enfin, comme couronnement, les bons prêtres tonnèrent chaque dimanche

du haut de leur « chaire de vérité. » contre les pétroleurs, et ils menacèrent de l'excommunication les ouvriers qui assisteraient à nos meetings.

Les meetings n'en furent que mieux suivis. Dans les communes de Frameries, Wasmes, Paturages et Cuesmes, plusieurs milliers de houilleurs accouraient aux réunions et souvent le local choisi d'abord se trouvant trop petit, il fallait, sur l'heure, en trouver un second où l'on pût envoyer une partie des auditeurs.

Au mois de septembre une imposante manifestation eut lieu à Frameries. Toutes les sections socialistes du Borinage s'y donnèrent rendez-vous sur un plateau du haut duquel on domine tout le bassin de Mons. Un temps magnifique favorisa cette belle fête. Les maisons des compagnons étaient pavoisées de drapeaux rouges, et pendant que les tambours battaient aux champs, les vaillants houilleurs borains arrivaient par tous les chemins, précédés du drapeau de leur section. Leurs visages, ordinairement si sombres, semblaient éclairés des lueurs de l'espérance, et ce fut avec une cordiale gaieté qu'ils fraternisèrent jusqu'au soir.

Bientôt le travail semble reprendre. Les ouvriers qui depuis longtemps n'étaient plus occupés que cinq jours par semaine peuvent en travailler six jours, les stocks de charbon diminuent ; il y a tendance à une reprise des affaires. Cependant les salaires restent stationnaires ; la faim, les privations de toutes sortes qui sont le lot des mineurs, se fait sentir plus que jamais. Dans les premiers jours de décembre des bruits de grève commencent à circuler. L'idée nous semblait prématurée.

Nous réunissons les sections boraines et après une longue discussion elles consentent à retarder la grève. L'affiche suivante est placardée sur les murs de toutes les communes :

*« Parti ouvrier socialiste belge. »*

COMPAGNONS BORAINS !

« La misère qui vous oppresse actuellement a porté quelques-uns d'entre vous à croire qu'il serait urgent, en ce moment, de vous mettre en grève et d'exiger une augmentation de salaires.

« Une réunion générale du parti ouvrier socialiste belge a examiné à fond la situation, c'est pourquoi nous venons vous conseiller de patienter encore quelque temps.

« Compagnons borains !

« Continuez à vous réunir, à vous organiser. Vos frères des autres bassins s'organisent également, et le jour n'est pas éloigné où, ensemble, vous pourrez fixer vos conditions en étant sûrs d'avance de réussir.

« Donc, patience et à bientôt !

*« Les délégués du parti socialiste. »*

« E. ANSELL, L. BERTRAND, L. MMIEZ. »

« Frameries, le 4 décembre 1879. »

La misère fut plus forte que nos conseils et nous ne fîmes que retarder la grève de quelques jours. Elle éclata ; s'étendit en un ins-

tant sur tout le Borinage, et le *parti socialiste*, obligé cette fois d'en prendre la direction, organisa la lutte. Chaque jour plusieurs meetings furent tenus de commune en commune : Nous prêchions aux grévistes la résistance à outrance. Nous leurs prêchâmes aussi un calme qui ne fut jamais troublé malgré les provocations bourgeoises et le déploiement des troupes envoyées sur les lieux par notre libéral ministère.

Mais il fallait trouver le moyen de donner du pain à plus de vingt mille familles, ce qui n'était pas chose facile. Les sections socialistes distribuèrent quelques secours et nous fîmes appel aux commerçants en leur demandant de faire crédit aux grévistes. Cet appel, assez écouté, aida beaucoup à la prolongation de la lutte.

Les ouvriers en grève demandèrent une augmentation de salaires de un franc par jour. Les bons maîtres, « ne voulurent point traiter avec des rebelles ; » ils décidèrent que pour se rendre dignes d'une augmentation, les grévistes devaient rentrer dans la fosse sans condition ; et, lorsqu'au bout d'un mois les sections réunies, à bout de force, eurent décidé la reprise du travail, presque tous les charbonnages élevèrent les salaires... de quelques centimes.

\*  
\*\*

Au moment où nous écrivons, le mouvement d'organisation socialiste marche à pas de géants dans le Borinage. Quoique la population soit peu instruite, peu intelligente — à cause de cela — disent nos adversaires qui attribuent probablement à une atrophie cérébrale du peuple allemand la diffusion de nos idées en Allemagne — la propagande se fait facilement et produit d'excellents résultats.

L'annonce d'un *meeting* fait accourir de plusieurs lieues à la ronde, de nombreux houilleurs, hommes, femmes et enfants. Les délégués venus de Bruxelles ou des autres villes du pays, sont, pour leurs auditeurs, comme autant de Messies. Point n'est besoin qu'ils soient éloquentes : ils suffit qu'ils disent tout haut ce que les ouvriers pensent tout bas. Dites à ces pauvres mineurs qu'ils sont malheureux, que leur travail s'effectue dans de mauvaises conditions, que leurs maîtres, durs, mauvais pour eux, deviennent rapidement riches pendant que ceux qui créent la richesse deviennent de jour en jour plus misérables, et tous ensemble ils s'écrieront : *c'est vrai !* Répétez leur qu'ils doivent s'organiser, devenir une force capable de modifier les institutions actuelles, qu'il n'est pas juste qu'en retour de leur dur labeur ils ne connaissent que la misère pendant que leurs maîtres se partagent de gros bénéfices. Dites leurs toutes ces vérités et ils vous applaudiront à tout rompre ! Autant ils sont méfiants à l'égard de leurs maîtres, autant ils ont confiance en leurs « avocats » comme ils nous appellent. Autant ils haïssent les premiers, autant ils aiment les seconds.

Pourtant, il faut bien le dire : le rôle de ceux qui se chargent de leurs droits, le rôle des « meneurs » comme disent les bourgeois, n'est pas toujours facile et bien des déboires y sont attachés.

\*  
\*  
\*

Jetons pour finir un coup d'œil sur le programme des réformes que les houilleurs espèrent réaliser.

Les ouvriers du Borinage désirent d'abord avoir un salaire plus en rapport avec leur dur labeur et les nécessités de la vie ; ils doivent donc s'organiser sérieusement afin de pouvoir forcer la main aux exploitants des mines.

En retour de l'abandon d'une partie de leurs salaires, qu'ils font aux caisses de prévoyance et aux caisses particulières de secours, ils veulent avoir une part dans la direction de ces caisses : exigence bien justifiable mais dont nos députés ne daignent point s'occuper.

Le livret étant pour les mineurs comme pour les travailleurs de toutes les grandes industries un moyen de diffamation perpétuelle, à l'aide duquel les patrons peuvent se débarrasser de certains ouvriers dont le seul crime est d'agir en hommes au lieu d'agir en esclaves, ils en demandent l'abolition.

Ils veulent que, pour rendre moins fréquents les accidents, la loi crée des commissions, composées mi-partie d'ouvriers, mi-partie d'ingénieurs et chargées de la surveillance des travaux des mines.

Ils réclament l'abrogation de toutes les dispositions légales encore en vigueur sur les coalitions et les grèves, afin que le pouvoir ne puisse plus envoyer la force armée sur le théâtre de la grève tant que des troubles n'ont point éclaté et afin que les tribunaux ne puissent plus condamner des ouvriers coupables uniquement d'avoir conseillé à leurs camarades de suivre l'exemple des grévistes.

Comme nos lecteurs peuvent en juger, par ce court programme, les mineurs ne sont guère exigeants. Et pourtant qui sait combien de temps ils devront attendre encore avant de voir leurs réclamations prises au sérieux ?

Une chose sur laquelle nous appelons souvent leur attention, c'est la nécessité d'une fédération de quatre bassins houillers de la Belgique. Si cette fédération pouvait se faire (et elle n'a rien d'impossible) il y aurait une armée organisée de cent mille hommes représentant avec leurs familles un demi-million d'individus, soit un dixième de la population totale du pays. Toute grève légitime, faite dans des circonstances favorables, devrait alors réussir ; et l'Etat, malgré ses principes de non-intervention, serait bien forcé de s'occuper de la situation des ouvriers.

Nous allons plus loin. Avec l'esprit de solidarité qui existe actuellement (et qui se fortifie chaque jour davantage) entre les travailleurs de tous les pays, les mineurs belges peuvent espérer l'aide de leurs frères de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France. Durant leur grève, ceux-ci pourraient refuser l'exportation du charbon en Belgique, ce qui entraînerait chez nous le chômage forcé de toutes les industries du pays. Les choses prendraient alors une tournure peu faite pour rassurer les « hautes classes ! » La question de l'exploitation des mines par l'Etat, et dans des conditions favorables pour tous, ferait un pas immense ; et les houilleurs, donnant en cela l'exemple aux ouvriers des autres professions, prépareraient peu à peu la réali-

sation de l'idée collectiviste qui est le point essentiel du programme socialiste.

Cette œuvre est vaste, nous le savons. Elle exige de grands efforts, une grande propagande, surtout en présence de l'ignorance des populations charbonnières ; mais avec du temps, de la patience et une persévérance constante nous pourrons l'accomplir.

Il est facile aux réformateurs en chambre de faire disparaître la société actuelle et de mettre à la place une organisation idéale quelconque. Mais c'est dans la pratique qu'il faut voir les choses ! Que les petites réformes demandées aujourd'hui par les houilleux du Borinage ne fassent donc point hausser les épaules : elles sont nécessaires pour préparer les esprits à des vues plus grandes, plus élevées : à la transformation sociale.

LOUIS BERTRAND.

---

Les trois articles dont nous commençons la publication sont extraits de *Umwälzung der Wissenschaft* de F. Engels, publiés d'abord en articles dans le journal ouvrier le *Volksstaat* et réunis plus tard en volume. P. L.

---